

Européens n'ayez pas peur !

Synthèse

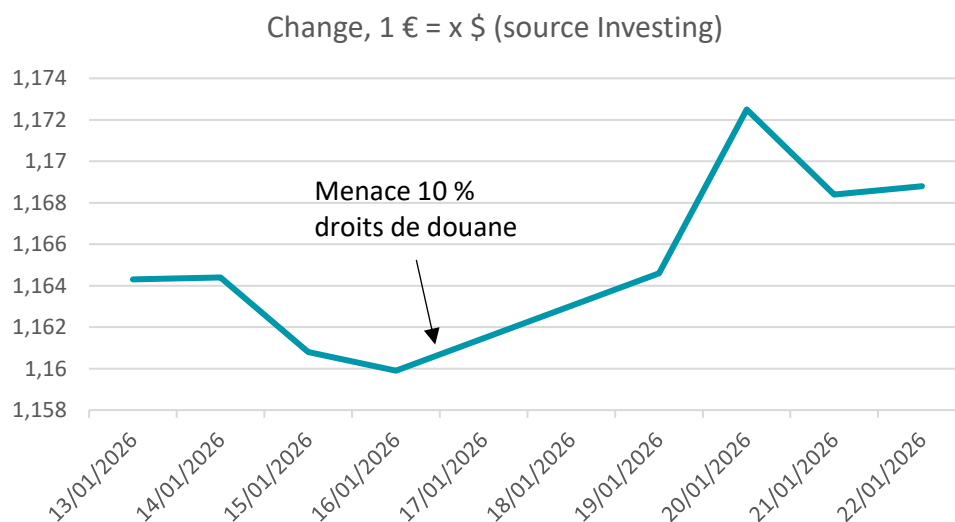
L'épisode de tensions avec les États-Unis au sujet du Groenland, qui semble s'apaiser, a plus révélé la faiblesse des États-Unis que celle de l'Europe. En effet, quand Donald Trump nous menace, c'est le dollar qui baisse et non l'euro. L'imprévisibilité et la brutalité américaine échaudent les investisseurs, alors même que les États-Unis ont besoin d'attirer de l'épargne pour financer leur déficit courant et budgétaire. Les Européens peuvent donc se montrer fermes face aux menaces de Donald Trump car, s'il les intensifiait de nouveau, il risquerait de provoquer une crise sur le dollar.

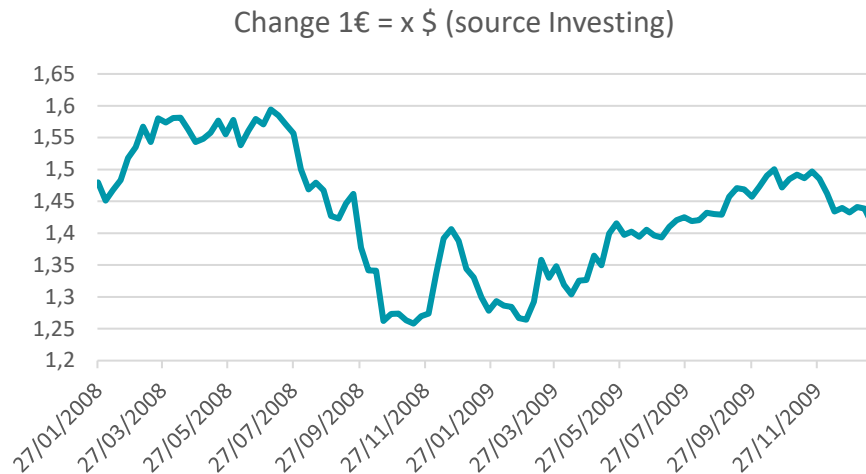
1. Quand Donald Trump menace l'Europe, c'est le dollar qui baisse !

Le week-end dernier, Donald Trump a menacé l'Europe de droits de douane supplémentaires si le Groenland ne lui était pas cédé. Cette agressivité, inédite entre pays alliés (ou supposés tels...), a créé des mouvements sur les marchés financiers certes de faible ampleur mais très révélateurs. On aurait pu s'attendre à ce que les investisseurs se détournent de l'Europe, menacée par la puissance américaine. C'est exactement l'inverse qui s'est produit, comme l'indique la légère hausse de l'euro par rapport au dollar.

Cette évolution est d'autant plus notable que le dollar fait d'ordinaire figure de valeur refuge. Par exemple, en 2008, alors même que la crise des « subprimes » avait débuté aux États-Unis, le dollar s'était apprécié. À force d'agressivité (contre ses alliés ou contre sa banque centrale) et d'annonces qui changent tous les jours, Donald Trump est en train d'éroder une grande force des États-Unis, à savoir la confiance dans le dollar.

D'autres marchés financiers, comme les marchés actions ou les marchés de la dette publique, ont réagi négativement à l'agressivité américaine, et se montrent soulagés par la détente opérée par Donald Trump à Davos. Dans ce cas cependant, les réactions ont été uniformément négatives des deux côtés de l'Atlantique.



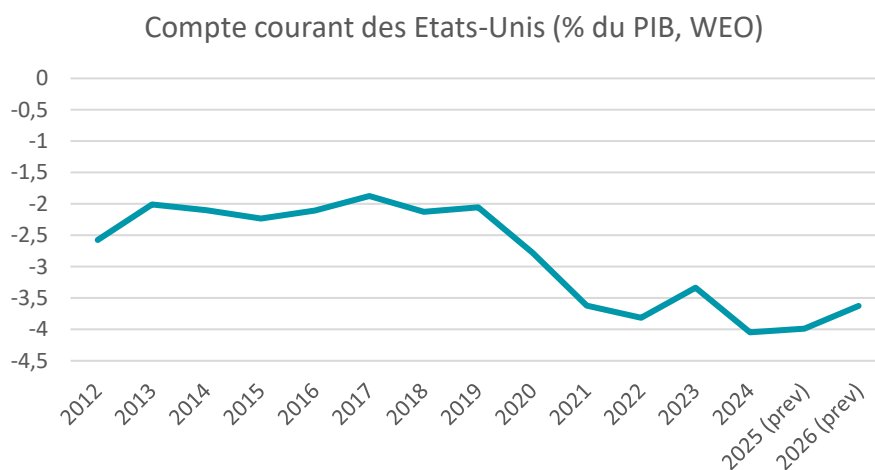


2. Les États-Unis ont besoin d'attirer les capitaux du monde entier

Les États-Unis ont (avaient ?) une très grande force : leur capacité à attirer des capitaux du monde entier. Leur poids économique, technologique, militaire et la crédibilité de leurs institutions en font un pays idéal pour investir. De ce fait, les États-Unis peuvent vivre à crédit du reste du monde (ce que Valéry Giscard d'Estaing appelait le « privilège exorbitant »), autrement dit afficher un solde commercial¹ structurellement déficitaire. Ce déficit externe est donc plus le reflet de la force économique des États-Unis que d'une quelconque faiblesse.

Cependant, ce déficit structurel implique que les États-Unis doivent demeurer attractifs pour les investisseurs, ce qui n'a pas posé de problème, en tout cas jusqu'à présent. Si les États-Unis perdent la confiance des investisseurs du monde entier, il en résulterait une crise de la balance des paiements comme en ont connu de nombreux pays en développement : la fuite des capitaux entraîne un plongeon de la monnaie, donc une forte inflation et une contraction de la consommation et de l'investissement qui rééquilibre le solde courant.

Ce type de crise, inimaginable aux États-Unis avant le retour au pouvoir de Donald Trump, ne peut plus être totalement écarté aujourd'hui.



¹ Plus précisément un solde courant

3. Les Européens peuvent se permettre de résister à Donald Trump

Nul ne sait si l'abandon par Donald Trump de la menace de 10 % de droits de douane supplémentaires envers des pays européens a été lié à la réaction négative des marchés financiers, tant le personnage est imprévisible. Mais il n'est pas anodin de constater qu'au printemps 2025, déjà, Donald Trump avait réduit les droits de douane annoncés le 2 avril suite à la réaction négative des marchés financiers, ce qui avait donné naissance à l'expression TACO (Trump Always Chickens Out²).

En effet, avec une bourse américaine très élevée à tel point que le risque d'éclatement d'une bulle est réel et un déficit public et courant élevé, Donald Trump ne peut pas se permettre de déclencher une panique sur les marchés financiers. D'autant plus que, on l'a vu, les investisseurs se détournent en priorité des actifs américains. L'agressivité de Trump envers le reste du monde comme envers ses propres institutions (notamment la Réserve Fédérale) commence à faire perdre patience aux investisseurs.

Dans cette situation, l'Europe peut se permettre de se monter ferme face aux menaces américaines : la séquence de ces derniers jours a surtout révélé les faiblesses financières des États-Unis.

Il ne faut pas en conclure que l'Europe serait immunisée en cas de nouvelles tensions avec les États-Unis. 200 % de droits de douane sur les vins français, pour reprendre une menace de Donald Trump, seraient une catastrophe pour la filière. Et une crise financière, même si elle éclatait à New York, traverserait l'Atlantique instantanément.

22 janvier 2026

Sylvain Bersinger, économiste et
fondateur du cabinet Bersingéco

contact@bersingeco.fr



² Trump est une poule mouillée